

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 113
Octobre 2019

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Les anarchistes et le progrès



Contrairement à notre début de XXIème siècle, maussade et désabusé, le XIXème siècle finissant était porteur d'espoir. C'est qu'alors tout le monde – les classes déshéritées en premier – croyait que le progrès technique allait contribuer au bonheur général. S'il est indéniable que les conditions d'existence (logement, hygiène, alimentation, horaires de travail, loisirs, etc.) de la classe ouvrière se sont, dans l'ensemble, sensiblement améliorées en plus de cent ans, il s'en faut de beaucoup qu'il en soit résulté un bonheur généralisé. Les progrès techniques sont loin d'avoir apporté cet « âge d'or » tant espéré par nos aïeux. Les découvertes de la science, de la technique et du numérique, voire de l'intelligence artificielle, quand elles n'ont pas servi à perfectionner les armements, n'ont guère bénéficié qu'aux privilégiés des pays nantis et aux potentats des « nations défavorisées ». Les déshérités de ces pays, et surtout les populations misérables du Tiers monde (dits pays en « voie de développement »), n'ont en rien profité de ce fameux « progrès ».

Aujourd'hui, le mot « progrès » ne suscite plus l'idée d'espoir en un avenir meilleur. Il provoque, au contraire, une réaction sinon de rejet du moins de défiance, car maintes désillusions, maintes expériences décevantes ont démontré que ce terme n'était nullement synonyme d'amélioration sur les plans matériel, social et moral.

Par « progrès » on entend généralement, un accroissement, un développement, un perfectionnement d'un concept philosophique, d'une activité, d'une situation, d'une réalisation matérielle, etc. Mais tel progrès peut aussi bien générer, pour le peuple, un désagrément plutôt qu'un avantage, une menace plutôt qu'une espérance. Le perfectionnement d'une arme de guerre réjouira le militaire ; l'accroissement des bénéfices d'une multinationale comblera les vœux des actionnaires ; le développement de la crédulité satisfera tous les prêtres, imams, gourous et charlatans de tout poil ; mais ne saurait constituer, pour la plupart des gens, un progrès véritable, c'est-à-dire une réelle amélioration de leur sort.

Par « progrès », il faut donc entendre non seulement développement sur le plan matériel, mais amélioration de ce

qui contribue au bien-être et au bonheur de tous et de chacun.

Matériel

Les penseurs anarchistes ont abondamment traité de la notion de progrès. Parmi toutes les opinions émises se manifeste toutefois une constante: le progrès matériel ne saurait, à lui seul, suffire à satisfaire les besoins de l'homme, sans s'accompagner corrélativement d'une progression dans les domaines social et moral. Pour Stephen Mac Say, « les seuls avantages réalisés auxquels on puisse donner le nom de progrès sont d'ordre matériel et extérieurs à l'homme. Nous chercherions en vain, dans l'être même, des signes d'élévation ».

Même point de vue chez Paul Léautaud : « Tout le progrès dont on nous rebat les oreilles n'a jamais dépassé le domaine des choses matérielles. Le monde est ce qu'il a toujours été et ce qu'il sera toujours : une petite élite au milieu d'une foule de brutes et d'imbéciles. »

Cette vision pessimiste et sans nuances ne pourrait être adoptée telle qu'elle, même par les plus désabusés des anarchistes, sans annihiler, ipso facto, le sens même de notre idéal et de notre lutte pour le faire triompher. Mais, en dépit de ses outrances, le propos du misanthrope de Fontenay-aux-Roses recèle tout de même une part de vérité. Il est, en effet, évident que le fossé séparant les individus pensants aux masses grégaires tend de plus en plus à s'élargir.

La vie quotidienne nous offre maints exemples de l'abrutissement des foules : jeux télévisés, engouements – tournant parfois à l'idolâtrie – pour les stars de la chanson (et quelle chanson !), du grand et du petit écran, de la noblesse (mariages des têtes couronnées...), lectures insignifiantes consacrées aux dites célébrités, passion pour les jeux de hasard (qui remplisse les caisses de l'Etat, peu éthique) et les loisirs de masse, attrait pour le « spirituel » : religions, sectes, sciences occultes, paranormal, etc. Il y a toute une humanité inaccessible aux arguments rationnels. Vouloir

tenter de « convertir » ces personnes serait une perte de temps et de salive. Mieux vaut essayer de convaincre de la justesse de nos idées les individus mentalement réceptifs que de chercher à recruter, par un prosélytisme aveugle et incohérent, un adhérent occasionnel, influençable et incliné à toutes les palinodies.

Au pessimisme de Léautaud s'oppose l'optimisme (mesuré) de Gaston Leval qui, tout en reconnaissant que « le monde ne progresse pas avec la vitesse que notre impatience réclame », craint qu'une négation de tout progrès conduise à l'inaction, à la résignation. « Le progrès social de l'humanité, remarque-t-il, est l'œuvre de ceux qui ne se découragent jamais. »

Le mot de « progrès » peut, selon Elisée Reclus, causer les plus fâcheux malentendus suivant l'acception dans laquelle il est pris par ceux qui le prononcent. Un progrès réel et indiscutable conjuguerait l'amélioration de l'être physique au point de vue de la santé, l'accroissement des connaissances, le perfectionnement du caractère tout autant que le développement des techniques. Ainsi le progrès de l'individu se confondrait avec celui de la société. (A noter aussi que Reclus parle parfois de régrès... puis de progrès. Ce que l'on appellerait de nos jours le retour de balancier.)

C'est également l'avis d'Han Ryner, qui considère que le progrès social ne peut qu'intégrer des progrès individuels.

Spirituel

Le progrès n'apparaît pas toujours avec évidence parce qu'il n'avance pas de façon continue et régulière. Il passe par des périodes de flux et de reflux, de progression et de régression, par d'innombrables fortunes contraires et de nombreux avatars (transformations). Tout progrès peut entraîner un déséquilibre ou un effet fâcheux qui doute de son efficacité. C'est ce qu'à fort justement constaté Han Ryner : « La conception du progrès comme marche simple, continue, linéaire, est aussi fautive que possible. »

De ce que le progrès est souhaitable, il ne s'ensuit pas qu'il soit inéluctable. Dans notre « civilisation » où, de toutes parts les conflits s'embrasent et se déchainent, il suffirait de peu de chose pour que la barbarie étouffe toute possibilité de progrès.

Nos sociétés, dominées par un matérialisme débridé, ne permettent guère l'évolution de l'humanité vers la sagesse. « Plus le progrès matériel s'est affirmé, relève Lacaze-Duthiers, plus le progrès spirituel a stagné, sinon régressé. » Il a multiplié les besoins sans améliorer les conditions de vie de l'humanité. Le vrai progrès, ajoute l'auteur de « Pour sauver l'Esprit », réside dans l'harmonisation du corps et de l'esprit, de l'action et de la pensée. »

Tout progrès est indissolublement lié au développement de l'intelligence. « Les agents du progrès social sont les intelligences isolées qui méditent loin des influences grégaires les vérités découvertes par les grands esprits qui les ont précédés et qui s'efforcent d'en faire sortir d'autres à leur tour » affirme l'individualiste Georges Palante (Combat pour l'individu), dont le propos est corroboré par celui du collectiviste Gaston Leval : « Toute collectivité humaine est grégaire et névoluerait qu'avec une lenteur vingt fois plus désespérante que celle que nous déplorons si des intelligences plus éveillées, des esprits plus hardis, des volontés plus tenaces n'avaient pas brisé le lien des premiers totems, douté à haute voix de l'infaillibilité du sorcier et du prêtre, nié la divinité du pharaon. »

Moral

L'intelligence n'est cependant pas forcément, d'elle-même, un facteur de progrès. On peut être doué d'une grande intelligence sans pour cela être porté à l'altruisme et à la solidarité. Le progrès social et moral ne peut résulter que d'une évolution commune de la pensée individuelle et de la conscience collective. Il consiste dit Elisée Reclus, « à trouver l'ensemble des intérêts et des volontés communs à tous les peuples ; il se confond avec la solidarité. »

Selon Proudhon, « le progrès est avant tout un phénomène de l'ordre moral, dont le mouvement s'irradie ensuite, soit pour le bien soit pour le mal, sur toutes les facultés de l'être humain, collectif et individuel. » Mais peut-on dissocier l'ordre moral du « sens moral », qui est la faculté de discerner le bien du mal ? C'est la question que se posait Lacaze-Duthiers, pour qui le progrès est essentiellement moral, résidant dans le cœur, l'esprit et la volonté de l'être humain. « Le progrès de l'esprit, déclarait-il, est un progrès moral, qui consiste pour les individus à réformer leur mentalité ».

Réformer sa mentalité, c'est d'abord se connaître soi-même, arriver, comme le dit J-M Guyau, « à une plus complète conscience de soi et du monde, par là-même, à une plus grande conséquence de la pensée avec soi ».

Les libertaires ne sauraient évidemment se prévaloir du mérite d'être les seuls à avoir envisagé et proposé des solutions pour l'amélioration de la condition humaine. Mais ils sont les seuls ayant poussé la réflexion jusqu'à son extrême limite en dénonçant le principe d'autorité. Car le principal obstacle au progrès – c'est-à-dire à l'émancipation des collectivités humaines et à la liberté de l'individu – reste le principe d'autorité qui divise l'humanité en classes, castes, catégories sociales et raciales, toutes génératrices de haines et de conflits. C'est pourquoi il ne pourra jamais y avoir d'autre véritable progrès que celui qui mènera de l'autorité à l'anarchie.

A. P

Partage du temps de travail, partage des richesses

Si nous étions dans une société de type anarcho-sindicaliste ou communiste libertaire, la question de la durée de travail serait vite réglée : lorsque les organismes régulateurs de la production auraient constaté une tendance persistante à une surproduction, ils décideraient la réduction de la journée de travail nécessaire pour ramener l'équilibre entre la production et la consommation. Dans une situation correspondant à celle que nous subissons en ce moment, ils décideraient, non pas même les 35 voire les 30 ou 26 heures, car il est bien certain qu'avec les moyens de production existants en ce début de XXIème siècle, tous les producteurs en travaillant aux alentours de 30 heures, réussiraient à satisfaire les besoins actuels de la population mondiale. Empressons-nous d'ajouter que si une société anarchiste voyait le jour, ces besoins seraient multipliés, et les travailleurs ne mèneraient plus une vie étriquée qui leur est imposée ; de sorte que le relèvement du niveau de vie de la population aurait pour conséquence une augmentation de la production nécessaire pour la satisfaire. Nous parlons bien entendu d'une production socialement utile et respectueuse de l'environnement.

En 30 heures, disons-nous, tous les travailleurs arriveraient à assurer la production nécessaire.

Ce serait facile à prouver. Il suffirait d'établir une statistique dans tous les établissements industriels, commerciaux et sociaux donnant le nombre de travailleurs employés actuellement, d'y ajouter les nombreux chômeurs exclus du travail et de diviser la durée hebdomadaire actuelle par le nombre de travailleurs valides et on arriverait à un chiffre qui ne serait pas supérieur à 30 heures.

Cela ne supprimerait pas tout le chômage, mais l'atténuerait sérieusement. Une réduction de 8 heures chez ceux qui travaillent 35 à 40 heures permettrait d'employer un nouveau travailleur là où il y en avait trois ou quatre occupés précédemment. Alors pourquoi le patronat, relayé par les médias, ainsi que certains économistes distingués sont-ils hostiles à une réduction drastique du temps de travail ?

La raison en est simple : c'est que l'application des 30 ou 32 heures, si elle sera bienfaisante aux salariés, exigera un effort du patronat, de ceux qui ont profité, et eux seuls de la prospérité, de ceux qui ont accumulé dividendes et moyens de production durant la période de prospérité. Les 30-32 heures seraient pour eux la rançon de leur acharnement à augmenter la productivité de leur personnel et à accroître toujours plus leurs moyens de production : ils devront réduire cette partie du travail de leurs esclaves qu'ils s'approprient.

Les 30-32 heures exigeront un effort provisoire des seuls qui peuvent faire cet effort, des seuls à qui on peut demander cet effort, de ceux qui ont profité de la situation, puisque ce sont eux qui ont provoqué la situation en prélevant trop de plus-value sur les ouvriers et en accroissant démesurément leurs moyens de production avec une partie de cette plus-value.

Voilà pourquoi le patronat est contre les 30-32 heures. Il ne veut consentir aucun sacrifice et il est bien certain qu'il n'acceptera cette revendication si légitime que si les travailleurs l'y obligent. Car ce ne sont pas les parlementaires, c'est l'action des salariés, et elle seule qui imposera les 30-32 heures, et obligera les gouvernants à les faire appliquer.

Dans une économie mondialisée, ce n'est pas seulement l'action ouvrière nationale mais aussi internationale qui est nécessaire. Une action vigoureuse, tenace, tel est l'unique moyen d'obtenir satisfaction et tous les efforts doivent être dirigés dans ce sens.

Mais la véritable émancipation, celle qui finira avec l'exploitation de l'homme par l'homme, celle-là passera par la réappropriation des moyens de production et de distribution, par la gestion directe des entreprises par les travailleurs eux-mêmes. Le succès de cette émancipation ne peut être assuré que par la volonté d'obtenir satisfaction.

**RÉPARTITION
ÉGALITAIRE
DES RICHESSES ET DU TEMPS
DE TRAVAIL !**



Lubrizol: nous ne voulons pas être de la chair à patron



Rouen, capitale de Seine-Maritime, a été noyée, jeudi 26 septembre 2019, sous une épaisse fumée noire dont les autorités nous ont dit qu'elle n'était pas à craindre... Pipeau tout ça ! L'usine Lubrizol, classée Seveso seuil haut, fabrique des additifs qui servent à enrichir les huiles de moteur, carburants et de peinture. Cette fumée s'est formée après un incendie d'enfer puis s'est déposée sur la ville, dans la nature... sous forme de suie et de pluie huileuse, jusqu'à une quarantaine de kilomètres de Rouen, du côté de Buchy... Le préfet de région, Pierre-André Durand, Agnès Buzyn, Elisabeth Borne et Castaner ont assuré le service après-vente de la communication d'Etat : la situation est sous contrôle, aucune toxicité aigüe n'est remarquée... le risque de sur-accident est maîtrisé... On pourrait penser que tout va bien.

Pour autant des voix discordantes s'élèvent. On constate que la police nationale est équipée de masque à gaz, la population, non. Le préfet va peut-être nous expliquer que l'odeur âcre, nauséabonde qui a engendré des malaises, des vomissements, des maux de tête, ce n'est pas grave puisqu'il vaut mieux sentir une mauvaise odeur que pas d'odeurs du tout. On connaît les discours de ceux qui sont habiles à essayer de nous faire avaler la pilule. Heureusement que des personnes comme Annie Thébaud Mony, directrice de recherches honoraire à l'Inserm, nous préviennent des dangers de toxicité à long terme. C'est vrai que le nuage de fumée mesurait 22 km de long sur 6 km de large. Quel panache ! Les poussières, les suies sont cancérigènes donc très dangereuses pour la santé. La Seine est touchée de même. De l'amiante est aussi partie en fumée. Les éleveurs des environs de Rouen qui n'ont pas pu rentrer leurs bêtes, les champs qui peuvent être contaminés, la nappe phréatique touchée à terme, cela nous inquiète grandement et il serait irresponsable de faire l'autruche comme les politiciens qui nous gouvernent. Il serait aussi inquiétant que ce soit Lubrizol qui soit chargée des analyses et d'évaluer à leur sauce les dangers sanitaires. Nous devons tous exiger un suivi sanitaire, des analyses d'orga-

nismes indépendants...

La facture des dégâts doit être envoyée au groupe de chimie américain Lubrizol Corporation. Le milliardaire américain, Warren Buffet, qui chapeaute l'holding (Berkshire Hathaway) dont dépend Lubrizol, a de quoi payer. Il lui faut passer à la caisse. L'incendie va laisser des traces et gageons que les plaintes contre X « pour dommages corporels à autrui par manquement à une obligation de sécurité ou négligence » ou « pour rejets ayant entraîné des effets nuisibles sur la santé »... vont traîner. Il serait cependant souhaitable que des centaines de plaintes soient déposées. Il faut faire un exemple car d'autres accidents sont possibles, notamment au Havre où existe une usine Lubrizol et une concentration de plusieurs usines Seveso sur la zone industrielle. L'usine Lubrizol de Rouen datait de 1954. L'usure des entreprises, la corrosion, les changements climatiques... tous ces éléments doivent être pris en compte. A défaut, une explosion gigantesque à effet domino pourrait de produire avec à la clef des centaines de victimes. Nous prenons bonne date. En attendant, ne faisons ni confiance aux politiciens toujours prompts à minimiser les problèmes ni aux organismes chargés du suivi de la pollution. L'accident industriel de 2013, toujours avec Lubrizol, n'a été sanctionné que d'une amende symbolique de 4000 euros. Pas très dissuasif pour une usine qui avait été responsable d'émanations de gaz mercaptan.

C'est pour ça que les libertaires doivent s'emparer de la question écologique car elle est liée à la question sociale. Fin du monde et fins de mois de mois difficiles, même combat. Le capitalisme quant à lui est à la recherche des profits les plus gros possibles. C'est un système incompatible avec un mode de vie qui maintient nos environnements vivables.

Patoche (GLJD)



Défendre notre santé, nos retraites, notre pouvoir d'achat, le climat...



Près de trois millions de Français vivent à proximité d'un site Seveso, la plupart des personnes habitant dans la vallée de la Seine entre Le Havre et Rouen sont logées à cette enseigne. Idem pour le Bassin parisien, Lyon, Marseille et Lille...

Non seulement, les sites Seveso sont situés près de zones très peuplées mais encore les autorités continuent de délivrer des autorisations pour construire des logements dans certaines communes implantées pourtant à côté de zones classées Seveso seuil haut. Certains maires entendent

engranger davantage de taxes d'habitation et foncières. Une ineptie et une vision à court terme. La preuve par Lubrizol. Sans compter nos amis des gens du voyage qui « bénéficient » toujours de terrains relégués dans des coins pas terribles et de temps à autre près de zones classées Seveso, avec des bâtisses de confinement pas encore opérationnelles à ce jour. L'incendie de Lubrizol va sans doute accélérer les mises aux normes.

Dans le cas de l'usine susmentionnée, l'incendie a mis au jour une baisse récente des contraintes qui pèsent sur les industriels. Ce fut le cas pour Lubrizol qui a obtenu en janvier et en juin dernier deux demandes d'extension de ses possibilités de stockage de produits classés dangereux. Ces derniers n'ont pas été soumis à une évaluation des risques et l'autorisation a été donnée par la Préfecture de Seine-Maritime qui ne doit pas être dans ses petits souliers. Du coup, certains spécialistes avancent le chiffre non plus de 5000 tonnes qui ont brûlé mais 9000 t avec les produits stockés dans l'entreprise mitoyenne, Normandie Logistique. De quoi faire bondir l'inquiétude et la colère des Rouennais et de tous ceux et celles qui ont été impactés par la pollution des suies et autres combustions. Ce qui a brûlé chez Normandie Logistique est à ce jour peu clair : bauxite, gomme arabique ? C'est grâce aux entourloupes industrielles que certaines entreprises accroissent leurs capacités de stockage en utilisant d'autres entrepôts de proximité... non classés Seveso.

Les amendes infligées aux industriels en cas de manquement à la sécurité sont dérisoires et n'incitent pas ces derniers à investir davantage dans la sécurité ; c'est donc indirectement un permis de polluer qui est donné au gros patronat. Cependant de nombreux citoyens se rebiffent et une centaine d'entre eux ont décidé de saisir la justice et la juge des référés du tribunal administratif de Rouen a mandaté un expert pour constater les conséquences environnementales de l'incendie. Verdict le 31 octobre 2019. Le capitalisme est globalisé et les salariés ont tout intérêt à globaliser leurs luttes.

Les travailleurs vont devoir se battre sur plusieurs fronts : celui de la sécurité au travail, le climat, la santé, la défense des retraites et le pouvoir d'achat.

Pour l'instant l'Etat réprime comme jamais la révolte des gilets jaunes mais il n'a rien résolu quant à la crise sociale, aux inégalités criantes. Surfant sur la mentalité « techno » de ses amis, Macron entend mettre au goût du jour une retraite à points, ce qui induit une méconnaissance du montant de sa retraite quand un salarié voudra l'obtenir et une individualisation des retraites. Le système des retraites par répartition est attaqué depuis 1953 et surtout depuis 1995, deux années où les pouvoirs en place ont dû renoncer à leurs projets néfastes. Mais comme l'Etat a de la suite dans les idées, bien aidé par des syndicats de traîtres, CFDT en tête, il a gagné en 1993, 2003 et 2008. A

chaque fois, le gouvernement à l'initiative d'une réforme nous jure ses grands dieux que c'est la der de der et qu'avec leur réforme les comptes seront à l'équilibre. De période en période, des coups de rabot sont donnés. Là, Macron nous fait le coup des points et le prochain ou la prochaine nous aiguillera vers les fonds de pension...ça en sera fini de la solidarité intergénérationnelle. La parole publique n'a plus aucune raison d'être prise au sérieux.

Le corporatisme syndical handicape le « tous ensemble », la convergence des luttes. Le libéralisme économique nous met la pression, les députés de LREM, les toutous du gouvernement, nous conduisent par leur politique vers une dictature light. Pendant ce temps, la répartition des rôles s'effectue à l'extrême droite. Marion Maréchal enfourche le cheval de bataille de l'extrême droite revendiquée avec ses valeurs traditionnelles et identitaires tandis que sa tante apparaît plutôt comme une modérée, du coup fréquentable par la droite ou certains souverainistes. La répartition des rôles marche à merveille.

Espérons que le mouvement des gilets jaunes, vert, noir et rouge...mettra quelques grains de sable pour gripper la machine et contrecarrer les manifs-ballons des syndicats pour enfin gagner au moins sur les retraites, une victoire en entraînant une autre... car la défense de notre santé, nos retraites, notre pouvoir d'achat, le climat...c'est finalement un tout pour vivre mieux.

Micka (GLJD)

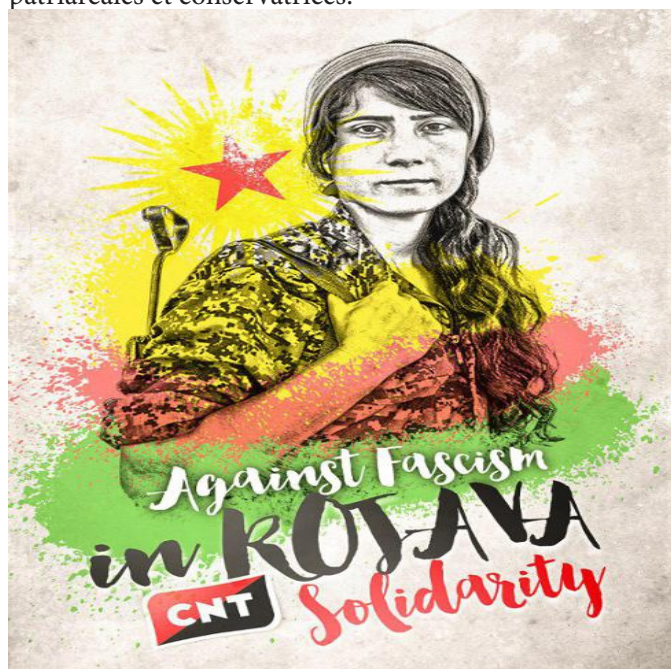


Le temps est venu, la guerre a commencé!

Levons-nous pour la défense du Rojava!

En 2014, dans le contexte de la guerre de Syrie, les milices d'autodéfense kurdes, YPG et YPJ, ont commencé leur résistance contre l'État islamique (Daesh) à Kobané, une ville du Rojava, située au nord de la Syrie et à majorité kurde. Après cinq ans de guerre, ces milices sont principalement responsables de la victoire sur Daesh. Un triomphe qui a coûté 11 000 morts et 22 000 blessés aux YPG et YPJ, qui font aujourd'hui partie des Forces démocratiques syriennes (FDF). C'était le prix à payer pour la chute du « califat » instauré par l'État islamique et pour la lutte contre un groupe islamiste et fasciste qui menaçait la population locale et les pays occidentaux. Une coalition internationale, avec les États-Unis en tête, a apporté un soutien aérien dans la lutte contre Daesh, bien que la victoire n'ait été possible que grâce à l'énorme sacrifice des milices kurdes et du FDF, qui ont fourni les forces terrestres au combat.

Non seulement cela, mais en même temps que se déroulaient ces luttes contre le fascisme islamiste, une expérience révolutionnaire authentique de construction d'une société pacifique et démocratique s'est développée au Rojava. Sous la proposition du confédéralisme démocratique et de ses trois piliers : écologie, féminisme et démocratie directe, la population locale a rejeté la formation d'un État-nation et s'est efforcée de bâtir un modèle de coexistence pacifique, de rétablissement et de promotion de l'environnement, de l'égalité des femmes. Il ne fait aucun doute qu'il s'agirait d'une évolution qui pourrait bien servir de modèle pour résoudre une bonne partie des problèmes qui touchent le Moyen-Orient, en grande partie légués par un passé colonial et des structures sociales patriarcales et conservatrices.



Au contraire, l'armée turque a lancé, mercredi dernier, une invasion militaire du nord de la Syrie qui menace d'exterminer le peuple qui se trouvait face à Daesh. Le prétexte de l'offensive est la création d'une prétendue « zone de sécurité » autour de la frontière entre les deux pays : une zone de 30 km de large sans la présence de milices kurdes et contrôlée par l'armée turque. Dans cette bande se trouvent les principales villes kurdes du nord de la Syrie, ce qui révèle la véritable raison de cette opération. En annexant ce territoire, la Turquie entend procéder à un véritable nettoyage ethnique, avec le déplacement forcé de la population kurde et la création d'un espace pour la réinstallation d'une grande partie de la population arabe réfugiée dans la guerre de Syrie qui sévit aujourd'hui dans ce pays.

L'invasion a commencé, il y a quelques jours. Viennent d'abord les frappes aériennes, un peu plus tard l'offensive au sol. La première victime était un garçon de 6 ans, tué par les bombes lancées par des avions turcs sur la ville de Qamishlo. Après plusieurs heures de bombardements aériens et d'artillerie, le premier jour de cette invasion a entraîné la mort de 11 personnes, dont 8 victimes civiles. Il est à craindre que ces chiffres aient augmenté rapidement dans les jours suivants.

Le premier jour de cette invasion a fait 11 morts, dont 8 victimes civiles.

Sans aucun doute, cette invasion aura des conséquences désastreuses pour les populations et les groupes religieux (musulmans, chrétiens, juifs, yézidis) qui ont finalement réussi à vivre en paix au Rojava et dans le nord de la Syrie. On s'attend à ce qu'une nouvelle crise de personnes déplacées se produise et que l'attaque représente un ballon à oxygène pour Daesh. En fait, leurs cellules dormantes, qui continuent de fonctionner sur le territoire, ont profité de la situation pour mener des attaques dès le premier jour. Il convient de rappeler que les liens entre l'État turc et Daesh ont été crédités à plusieurs reprises. Par exemple, des combattants islamistes tués ou faits prisonniers se sont également avérés être opérationnels dans les services de renseignements turcs. Encore plus évident est le soutien inconditionnel de la Turquie à l'étiquette blanche des islamistes en Syrie, l'Armée Libre Syrienne, un groupe militaire connu pour avoir massacré des « infidèles » dans toutes ses opérations de guerre.

Face à cette situation, les libertaires ont fermement condamné les tentatives de génocide et le nettoyage ethnique du régime turc. Depuis quelque temps déjà, notre solidarité pratique avec le confédéralisme démocratique

et avec la révolution de Rojava a été façonnée en soutenant la campagne de la commune internationaliste pour la relance écologique de la région. Aujourd'hui, à cause de l'attaque turque, non seulement ce projet est en danger, mais également la vie de nos compagnons et partenaires internationaux, qui ont uni leur destin à celui de la population locale. Que personne ne doute que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour défendre la révolution, auprès de nos camarades et partenaires internationalistes et des civils.

Sans aucun doute, cette invasion aura des conséquences désastreuses pour les populations et les groupes religieux (musulmans, chrétiens, juifs, yézidis) qui ont finalement réussi à vivre en paix au Rojava et dans le nord de la Syrie. On s'attend à ce qu'une nouvelle crise de personnes déplacées se produise et que l'attaque représente un ballon à oxygène pour Daesh. En fait, leurs cellules dormantes, qui continuent de fonctionner sur le territoire, ont profité de la situation pour mener des attaques dès le premier jour. Il convient de rappeler que les liens entre l'Etat turc et Daesh ont été crédités à plusieurs reprises. Par exemple, des combattants islamistes tués ou faits prisonniers se sont également avérés être opérationnels dans les services de renseignements turcs. Encore plus évident est le soutien inconditionnel de la Turquie à l'étiquette blanche des islamistes en Syrie, l'Armée Libre Syrienne, un groupe militaire connu pour avoir massacré des « infidèles » dans toutes ses opérations de guerre.

Face à cette situation, les libertaires ont fermement condamné les tentatives de génocide et le nettoyage eth-

nique du régime turc. Depuis quelque temps déjà, notre solidarité pratique avec le confédéralisme démocratique et avec la révolution de Rojava a été façonnée en soutenant la campagne de la commune internationaliste pour la relance écologique de la région. Aujourd'hui, à cause de l'attaque turque, non seulement ce projet est en danger, mais également la vie de nos compagnons et partenaires internationaux, qui ont uni leur destin à celui de la population locale. Que personne ne doute que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour défendre la révolution, auprès de nos camarades et partenaires internationalistes et des civils.

Pour ces raisons, les libertaires demandent au gouvernement français de ne pas faire la sourde oreille à l'attaque contre les droits de l'homme perpétrée dans le nord de la Syrie afin de se positionner publiquement contre cette invasion et demander que la zone d'exclusion aérienne du nord de la Syrie évite le massacre de civils. Autrement, nous comprendrons que la lutte contre le terrorisme islamiste ne le concerne pas et qu'il accorde la priorité aux relations commerciales avec la Turquie et son régime, les mains ensanglantées.

Le temps est venu, la guerre a commencé! Levons-nous pour la défense du Rojava!

Participez, élevez la voix, mobilisez-vous jusqu'à la défaite du régime fasciste turc!

Merci aux compagnons espagnols de la CNT.

Femmes kurdes et Femmes Libres

A toutes les femmes combattantes...

Mujeres Libres

Un certain 11 novembre, alors que venait d'être ranimée la flamme du tombeau où reposent les restes d'un pauvre bougre mort afin que soient érigés des Arcs de Triomphe, symbole de barbarie, quelqu'une s'exclama : « A plus inconnue que le soldat inconnu : sa femme ». M'inspirant de ces mots décoiffants, je lance à mon tour une boutade : « A plus inconnue que la révolution espagnole méconnue : Mujeres Libres », organisation née en avril 1936, qui développa ses activités jusqu'en février 1939 et essaima à travers les régions demeurées fidèles à la République avec des groupes très importants en Catalogne. Les trois fondatrices : Lucia Sanchez, Mercedes Composada et Amparo Poch y Gascon voulaient intéresser leurs semblables aux thèmes sociaux et à l'idéal libertaire.

Conformément à son orientation anarchiste, « Mujeres Libres » avait un double objectif : social et politique, qui

s'identifiait aux intérêts de la classe ouvrière ; féministe, qui revendiquait la libération de la femme de son état d'oppression. Mener conjointement la bataille pour les travailleurs s'émancipent et que les femmes brisent leurs chaînes, faisait l'originalité de ce féminisme prolétarien et le différenciait donc de celui, plus traditionnel, d'essence bourgeoise.

« Mujeres Libres » pensait, néanmoins, que la transformation révolutionnaire de la société ne pouvait se faire sans le renversement du patriarcat et de l'autorité masculine. Afin de contrer le machisme – y compris chez quelques anarchistes adeptes de Proudhon, heureusement en minorité – un groupement spécifiquement féministe s'avérait nécessaire.

La femme ne devait plus se limiter aux travaux ménagers et aux soins familiaux mais s'incorporer à la production parce que son indépendance économique était la condition indispensable à la réalisation de sa liberté personnelle et sociale. En conséquence, il ne pouvait être ques-

tion d'un monopole ou d'un privilège masculin sur le travail.

« Mujeres Libres » ne se contenta pas de formuler des postulats théoriques. Elle publia une revue culturelle, dont treize numéros parurent, s'occupa de l'instruction de ses affiliées en organisant des cours du soir durant lesquels beaucoup apprirent à lire et à écrire car l'analphabétisme touchait nombre d'ouvrières. Des bibliothèques furent créées un peu partout en vue de la finalité toujours présente : la libération par la connaissance. Les adhérents reçurent une formation technico-professionnelle qui leur donnait les moyens d'acquérir une qualification et d'accroître ainsi leurs chances d'autonomie. L'enseignement politique contribua à la compréhension de l'anarchisme et de la révolution sociale.

L'organisation mena également une campagne d'envergure en faveur de crèches gratuites implantées parmi les quartiers ouvriers et se chargea de leur fonctionnement. Elle réclama l'égalité des salaires et fut à l'origine des réfectoires populaires que fréquentèrent les ouvriers des deux sexes.

« Mujeres Libres » considérait que l'infériorité économique et sociale de la femme la plaçait en situation d'esclavage, notamment en matière de sexualité. Elle réfutait la sublimation de la mère, arguant que la femme, être pensant et doué de raison, avait de multiples possibilités de s'épanouir en dehors d'enfanter et du pouponner ! Évidemment, le mouvement défendait la thèse de la maternité consciente que les anarchistes furent les premiers à prôner. Le 25 décembre 1936, un décret de la Généralité de Catalogne légalisait l'avortement.

Les militantes portèrent une attention particulière au problème de la prostitution et ouvrirent des « libériorios de prostitucion » (centres de réhabilitation et de réinsertion sociale). Hélas, cette expérience n'eut guère de succès par manque de soutien, tant des divers mouvements que des institutions officielles.

L'éducation des enfants suscitait un vif intérêt. « Mujeres Libres » estimait qu'elle jouait un rôle primordial et qu'il était dangereux de laisser cet instrument capital entre les mains des exploités et des dirigeants car il reproduisait son hégémonie idéologique au détriment des exploités. Elle bannissait l'autoritarisme du corps enseignant et de la famille qui allait de pair avec celui de la société et fustigeait la manipulation religieuse et politique en milieu scolaire. Elle préconisa de favoriser la liberté de pensée, la pratique de la réflexion et de la discussion rationnelle qui permettrait à l'enfant, devenu adulte, de soutenir ses propres convictions.

Pendant les trois années de guerre contre le fascisme, ces femmes libertaires apportèrent leur compétence, leur

courage et leur abnégation, menant à bien les travaux des champs, faisant fonctionner les usines, les hôpitaux, les écoles ou aidant à organiser la collectivisation des villages vainqueurs des factieux. Elles confectionnaient des vêtements, ramassaient les colis, la correspondance, collectaient vivres et couvertures destinés aux compagnons combattants, conduisaient, parfois, les convois de camions vers les différents fronts. Elles mirent sur pied des brigades mobiles qui accourraient accomplir n'importe quelle tâche relevant, principalement, des secteurs de la santé, des transports, de l'habillement, de la métallurgie et des services publics.



Elles furent 20 000, la plupart ouvrières, sans personnalités éminemment connues, ce qui ne peut justifier qu'elles soient jetées, non dans « les poubelles de l'histoire » – si chères à Trotsky- mais dans ses oubliettes !... Les femmes en ont vu bien d'autres au cours des siècles ! Après avoir, à des époques tragiques, remplacé les hommes absents, travaillé, lutté, souffert, elles étaient priées de retourner à leurs casseroles la paix revenue, à l'instar des immigrés, utilisés jusqu'au trognon en périodes d'expansion, puis accusés de prendre le travail des autochtones et rejetés lorsque le chômage galope !

Mary Nash, auteur de « Femmes Libres », Espagne 1936-1939, note que « Mujeres Libres » soulignait « qu'une révolution sociale dans laquelle la libération de la femme ne serait pas réalisée n'aurait aucun sens ».

Claudette Chéber

Combattre l'islam radical

Tout d'abord, nous savons que toute religion est prosélyte et veut avoir son mot à dire sur chaque sujet de société et imposer sa morale dogmatique. Les anarchistes pensent que toute religion est liberticide et qu'elle est d'autant plus liberticide qu'elle est proche du pouvoir. A ce titre, les anarchistes combattent toutes les religions y compris la religion musulmane. Pour autant, nous ne considérons pas chaque musulman comme un ennemi de l'intérieur surtout si ce religieux ne veut pas nuire à la liberté d'autrui et qu'il respecte l'égalité des sexes. Qu'il se cantonne à la sphère du spirituel comme les catholiques et autres religions ou sectes même si le catholicisme entend encore peser au travers de la Manif pour tous ou contre la PMA en France... On ne chasse pas d'un coup de baguette magique l'histoire de la fille aînée de l'église. Liberté de conscience mais pas liberté d'appliquer la charia pour les musulmans. Pour les catholiques, leur religion est en perte de vitesse et a bien du mal à recruter des curés... et c'est tant mieux.

Nous avons en mémoire la chasse aux protestants qui a abouti à une émigration massive dans les pays d'Europe à majorité protestante, suite aux persécutions religieuses à l'époque de Louis XIV après la Révocation de l'Edit de Nantes. Cette émigration priva la France de cerveaux et d'un certain savoir-faire. Il serait idiot de commettre la même erreur en se privant de talents issus du monde musulman. Mais les musulmans ont aussi leur part de zones d'ombre et de responsabilité dans les oppositions qui se font jour et s'accroissent d'année en année dans notre pays. Les musulmans (les catholiques... de même) qui ne respectent pas les femmes, les homosexuels, les athées, les non musulmans... doivent être combattus sans aucune concession.

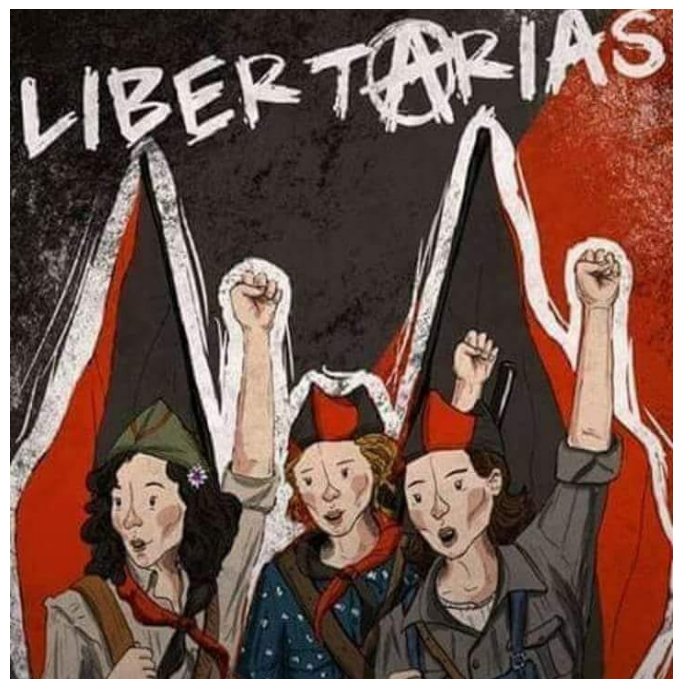
Cependant nous constatons une large hypocrisie de la part des partis politiques français, notamment ceux du gouvernement actuel, de même pour les précédents. Pourquoi la France continue-t-elle à vendre des armes à l'Arabie Saoudite, berceau du salafisme ? Qui non seulement utilise ces armes contre des civils au Yémen mais encore finance le salafisme en France. Le salafisme doit être éradiqué en Europe ! Pas de compromis possible, les atermoiements de Macron contre l'islamisme flirtent la complaisance de fait au travers des ventes d'armes, marché juteux pour ceux et celles qui en bénéficient. L'éthique anarchiste s'oppose frontalement à ce type de négociations mortifères. Et on ne parle pas des accords avec l'Arabie saoudite, cette monarchie arriérée (pléonasme), pour organiser l'islam de France. Cherchez la contradiction ! Et qui court après le Qatar pour moult financements et contrats. Ces Qataris qui soutiennent les frères musulmans, peu enclins à la liberté de penser et à

la tolérance. Cherchons bien quels politiciens de gauche comme de droite se sont montrés complaisants ou ont bénéficié des largesses d'officines religieuses peu recommandables. Il serait temps de faire le ménage chez les politiques français et dans les mosquées qui nourrissent la haine de l'autre. On connaît aussi la propension des dictatures à utiliser les manifestations sportives pour redorer leur blason (Mondiaux d'athlétisme, coupe du monde de football... comme Hitler avait utilisé les Jeux Olympiques).

Les islamo-conservateurs sont à mettre dans le même panier que les salafistes ou les nazislamistes. Erdogan vient d'instrumentaliser à nouveau la religion musulmane dans le récent conflit avec les Kurdes. La prière de la conquête a retenti dans les milliers de mosquées de Turquie, une espèce de Te Deum de l'époque royale en France. Erdogan considère que l'armée turque est la dernière armée de l'islam. Ce tyran utilise la religion musulmane à des fins de politique intérieure, pour se remettre en selle après sa défaite électorale à Istanbul. Aidé par ce crétin de Trump qui considère que les Kurdes n'ont pas aidé les Américains pendant la seconde guerre mondiale, qu'ils n'ont pas fait le débarquement de Normandie... Dans l'abjection, on ne fait pas beaucoup mieux. Le traître crétin n'a pas fini de surprendre par sa bêtise. Les cons osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît. Ce président s'appuie aussi sur la religion, aux Etats-unis. Comme quoi les religions sont néfastes à la paix sur Terre.

En attendant les civils trinquent au Rojava et de nombreux morts sont déjà à déplorer.

Jipé (GLJD)





Combattre le racisme, c'est lutter contre l'idéologie qui le soutient



La discrimination raciale et l'idéologie qui la soutient ont expiré depuis longtemps. Depuis le 20^{ème} siècle, il a été scientifiquement prouvé que l'être humain n'est pas divisé en races, mais que tout, indépendamment de notre origine et de notre ethnie, est du même genre d'humain.

Mais il semble que les pouvoirs économiques et politiques ne souhaitent pas progresser en tant qu'espèce, mais nous laissent plutôt ancrés dans la vision de l'être humain que les Européens avaient au XIX^e siècle. Une vision dans laquelle seuls nos paramètres culturels sont « authentiques ». Cependant, cette vision biaisée ne concerne que les pauvres, jamais les riches. Un des piliers idéologiques de l'économie capitaliste est le néo-darwinisme, c'est-à-dire l'adaptation des plus faibles aux plus forts. Ou ce qui est pareil, les riches contre les travailleurs qui pourtant génèrent de la richesse. Des puissances économiques et politiques nous disent que la compétitivité est d'écraser son prochain et que c'est quelque chose de naturel et intrinsèque à l'être humain. Nous vivons dans la société de la loi du plus fort, où nous rivalisons quotidiennement avec nos semblables. Et nous devons blâmer et diaboliser les autres pour qu'ils acceptent notre rôle et se sentent ainsi protégés dans notre bulle de consommation et de bien-être. L'État et le pouvoir économique sont chargés de nous éduquer dans la peur des pauvres de ce pays ou d'autres origines ou ethnies. Le résultat de la peur n'est autre que la violence et d'autres attitudes racistes qui ne devraient pas s'inscrire dans ce cadre démocratique qu'elles présument tant.

Malheureusement, la violence institutionnelle contre les migrants s'est normalisée. Il n'est pas étonnant de se heurter à la persécution par la police de personnes qui recherchent honnêtement la vie, de s'arrêter et de fouiller des personnes pour leur couleur de peau ou que tout acte de solidarité avec ces personnes soit réprimé sous la peine de lourdes amendes ou d'un emprisonnement.

Solidarité avec les révoltés chiliens

Au Chili, la situation politique et sociale est extrême. Après plus de 30 ans de démocratie voleuse et meurtrière, d'une démocratie héritée de la même politique économique néolibérale imposée par la dictature d'Augusto Pinochet en 1973, les citoyens, les travailleurs, les étudiants et la majorité de la population qui vit dans la précarité la plus grave a dit assez: elle est fatiguée. Elle ne veut plus subir tant d'injustices, il n'y a plus moyen de

L'État et les mairies pourraient chercher des solutions, mais ils ne sont pas intéressés à dépenser un sou ou si peu. Le pouvoir économique ne s'intéresse qu'à la création de ghettos, à l'introduction de drogues, à la stigmatisation à travers les médias des personnes d'autres ethnies, à la confrontation de voisins, à la peur, à l'installation de caméras et au renforcement de la présence de la police et que des entrepreneurs peu scrupuleux puissent spéculer sur la propriété et embourgeoiser les quartiers jusqu'à ce qu'ils deviennent des centres commerciaux en plein air au profit d'autres personnes disposant d'un plus grand pouvoir d'achat.

L'être humain a été, jusqu'à l'invention des États-nations modernes, une espèce nomade occupée et adaptée à la majeure partie du globe et à ses conditions naturelles et climatiques très diverses.

À différentes époques de la fin du XIX^{ème} siècle à aujourd'hui, les Bretons, les Polonais, les Italiens, les Espagnols, les Maghrébins et les populations d'Afrique noire... ont été victimes de racisme et de mépris en France. La population espagnole a été contrainte d'immigrer, non pour des raisons économiques mais de peur de mourir à cause du fascisme en 1939. Les immigrés se retrouvent la plupart du temps dans l'échelle sociale la plus basse et occupent les emplois les plus pénibles.

Personne ne devrait mourir ou être persécuté pour gagner sa vie ou pour avoir fui la guerre ou la misère à laquelle il est soumis par les grandes puissances impérialistes et leurs États subordonnés.

Lutter contre le racisme ne suffit pas, il faut lutter contre le pouvoir politique et économique qui le favorise et contre l'idéologie qui le soutient.

cachez autant de misère ainsi que les malversations des puissants (propriétaires du pays). Cela a commencé par une simple action de désobéissance et d'évasion dans le paiement du ticket de métro par la masse des lycéens, par une hausse de 30 pesos, allumée comme une poudre à canon et par la population, en plus de soutenir les actions et les demandes des étudiants ont soulevé leurs protestations pour tant de sujets qui, au cours de toutes ces

années, ont porté atteinte à la dignité du peuple chilien: Retraite de la misère des personnes âgées qui, après plus de 40 ans de contribution, perçoivent des pensions inférieures à 200 euros en moyenne, gérées par des entités privées (AFP), qui sont libres d'investir et de jouer avec l'argent de tous les ouvriers.

Education privatisée : La plupart des universités sont privées et il existe une masse importante d'étudiants endettés pendant plusieurs années (5 à 10 ans en moyenne) pour la dette due aux banques.

Salaire de base minimum. Au Chili, le salaire minimum est actuellement de 370 euros et la majorité de la population active perçoit ce salaire et est obligée de faire des heures supplémentaires ou de trouver un autre emploi pour joindre les deux bouts. Pour se faire une idée, les baux de maisons ou d'appartements résidentiels se situent autour de 350 à 400 euros et le kilogramme de pain est à près de 2 euros.

L'environnement. Au Chili, les grandes entreprises des sept familles propriétaires du pays dans les secteurs des mines, des forêts, de la pêche et de l'énergie ont librement accès à la pollution et possèdent des espaces publics appartenant à l'ensemble de la population. Ainsi, l'État vend des plages, des rivières, des montagnes,... afin qu'ils puissent exploiter et contaminer en toute impunité. La pollution est même supposée nécessaire et commune, et ces espaces sont appelés « zones de sacrifice », où même les gens doivent se protéger en raison des risques pour leur santé. Les enfants plus jeunes devraient cesser d'aller à l'école en raison de problèmes respiratoires dus à des gaz polluants (méthylchloroforme, isobutane et nitrobenzène, etc.).

Meurtres de militants politiques, de syndicalistes et de membres de peuples autochtones. Ces dernières années, ils sont morts aux mains de meurtriers couverts par la loi : des travailleurs, des combattants sociaux et environnementaux et des guerriers des peuples d'origine qui se battaient pour leurs droits: plus de 30 militants anarchistes, syndicaux et mapuches.

Santé privatisée : Dans ce pays, la santé et les médicaments de qualité sont privés et excessivement coûteux, la santé publique a été littéralement sous-desservie et sous-évaluée afin de renforcer les cliniques privées. Les médicaments sont payés à 100% par le contribuable, 0 étant la contribution du gouvernement pour leur acquisition.

Les droits de la classe ouvrière. Au Chili, il existe une grande masse de travailleurs qui sont embauchés contre rémunération – « le faux autonome » en Espagne. Cela signifie que même s'ils sont effectivement des travailleurs salariés – avec des horaires d'entrée et de sortie, une dépendance à l'égard de l'entreprise, etc. -, ils sont

considérés comme des travailleurs indépendants – l'équivalent des indépendants en Espagne -, ce qui entraîne une disproportion de leurs droits, ils n'ont pas la possibilité de s'organiser, étant totalement non protégés devant l'employeur.

La corruption. Ces dernières années, divers centres de corruption politico-économique ont été mis au jour, où ceux qui dirigent le pays et ce qu'ils « défendent » de la nation ont rempli leurs poches en volant les contribuables, en les sauvant par leurs juges.

La mémoire. Les médecins, complices, meurtriers et bourreaux de la DINAMICA, du CNI et de l'armée, acolytes du coup d'État de 73 ans, marchent librement et travaillent dans leurs cliniques sans être jugés par la justice du pays; ou dans le meilleur des cas, ils sont détenus dans des prisons de luxe (Punta Peuco), tandis que la loi antiterroriste est appliquée aux combattants sociaux, autochtones et syndicaux qui manifestent.

Manifestations de Chiliens avant que le consulat à Buenos Aires laisse 9 détenus (AFP)

Le Chili pauvre, précaire, travailleur et humble s'est levé et est déjà descendu dans la rue, ne veut plus se taire et c'est pourquoi le gouvernement fasciste de Sebastian Piñera, incompetent, inopérant, a jeté l'armée dans la rue a déclaré l'état d'urgence et le couvre-feu dans plusieurs régions (Metropolitana, Valparaiso, Tarapacá, Coquimbo, Maule, Biobio, O'Higg, Los Ríos et Los Lagos) et en vue de le déclarer dans tout le pays. Jusqu'à présent, 11 morts ont été dénombrés sous les balles des soldats et plus de 1180 détenus en trois jours. En outre, il convient de noter que plusieurs femmes ont été abusées sexuellement et harcelées par des membres de l'armée et de la police. Des cas de torture, de déshabillage et de sévices infligés à des mineurs ont également été rapportés. La stratégie du gouvernement est de faire connaître aux entreprises le pillage (permis suspect par les forces de l'État elles-mêmes) de justifier l'utilisation de l'armée et d'obtenir le soutien d'une partie de la population (la plus humble et dépolitisée) et d'essayer de vider les revendications des peuples qui luttent pour changer le système néolibéral, c'est-à-dire pour atteindre le « diviser pour régner ».

Pour tout cela, le peuple chilien demande fraternellement le soutien de la CNT et de tous ceux qui sont prêts à se battre aux côtés du peuple humble et guerrier du Chili, qui vivent des moments extrêmes.

Il faut exiger partout où c'est possible le retrait de l'armée de la rue, la fin du couvre-feu et la démission du président Sebastián Piñera Echeñique, le meurtrier de la ville. Tout ce qui peut être fait sera la bienvenue et reconnaissant.

D'après la CNT espagnole



Oyez, oyez compagnons, le Frasiak nouveau est arrivé !

Et le moins que je puisse en dire, c'est qu'il est fichtrement gouleyant avec un sacré goût de reviens-y

Il a pensé à tout Eric Frasiak, même à faciliter le boulot des chroniqueurs. Tout est tranquillement résumé dans les paroles d'une chanson, "Les aujourd'hui qui chantent", (dédiée à François Béranger et Léo Ferré, bon sang ne saurait mentir) avant-dernière chanson de l'album comme s'il voulait enfoncer le clou et vous inviter à appuyer sur la touche replay...Same player shoot again ! Il suffit d'extraire quelques strophes pour s'en convaincre, je vous laisse juger par vous-mêmes :

" Y'a dans mes valises qu'un peu d'poésie"

*"Pas d'eau dans mon vin, pas vendu ma peau
De regrets, aucun, pas trahi les beaux
Les presque frangins : François et Léo"*

Et puis comme un leitmotiv distillé au fur et à mesure du refrain :

*" Bienv'nue dans mes chansons vivantes
Bienv'nue dans mes chansons militantes
Bienv'nue dans mes chansons résistantes
Bienv'nue dans mes chansons combattantes
Bienv'nue dans mes chansons poilantes"*

De la poésie en veux-tu en voilà avec des titres comme "Charleville". Encore une raison pour me pousser à, enfin , tenter d'écrire sur ma belle ville du Havre mais après St-Etienne de Lavilliers, Toulouse de Nougaro sans oublier deux précédentes chansons d'Eric, Bar-Le-Duc City Blues et une ville de l'Est, je mesure l'étendue du travail

qui m'attend.

De la poésie encore avec "Novembre", "Fée de moi", "Comme un éclair". Là où Eric est fabuleux, c'est dans le mélange. Sa poésie se marie très bien avec la verve militante comme dans "un faisan sur ma fenêtre". Vous prenez une dose de poésie, une dose de militantisme, une dose d'humour (une grosse dose) et on se retrouve avec des bijoux comme "Un gros Con", "Un truc comme ça".

Des chansons militantes, mais pas chiantes, il en a à revendre le copain Eric. Un vrai bijou comme "l'espoir", une ode écologiste "Bure sur Atome" et puis et surtout "Mon Anarchie". Alors là, chapeau Monsieur Frasiak. Que dire si ce n'est que je me retrouve totalement dans ce texte et dans cette vision de l'anarchie et nul doute que beaucoup de compagnons penseront de même. Difficile de sortir une strophe sans édulcorer l'ensemble du propos mais le dernier couplet m'a particulièrement touché :

" Mais j'aurai beau te l'expliquer
Te parler de paix, de respect
Le mot fait peur dès qu'il est dit
Sans haine, sans violence et sans armes
Ni Dieu, ni maître dans ses larmes
Rien d'autre qu'un hymne à la vie
Comme les 3 mots sur tes mairies,
Mon Anarchie"

Cet album est rempli de pépites et de trésors, il n'y a vraiment rien à jeter, bon je sais je suis tout sauf objectif "

"Chat" dans un style jazz-manouche avec une petite guitare solo de derrière les fagots et une justesse dans les mots qui me font regarder les deux chattes qui vivent chez moi d'un air perplexe...

"Tango Pression", où comment faire la ronde des bières avec humour,amour et accordéon.

Difficile de ne pas penser à Béranger et sa "Tranches de vie" en écoutant "Instamatik Kodak."

Allez, il faut bien un bémol, la reprise de "l'Age d'or" de Léo. Je trouve le tempo un peu lent , tellement habitué au côté un peu "martial" de l'original. Remarque très personnelle qui ne juge en rien la qualité de l'interprétation

Pour conclure, ruez-vous sur cet album, pour ceux qui ont la chance de voir Eric se produire près de chez vous, allez le soutenir en concert. Le Havre c'est pas le bout du monde, on finira bien par te faire venir Eric !

Pour apporter votre soutien : <https://frasiak.com/>

Amitiés et Anarchie
Oly

La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire de Septembre 2019

A compter du 13 août 1953 : une gigantesque protestation populaire

Le 13 août, quatre millions de grévistes sont dénombrés en France¹. Les consignes de débrayage ou de grève illimitée lancées par les syndicats sont suivies massivement dans les services publics mais aussi dans certains secteurs du privé notamment la métallurgie. L'arrêt de travail est quasi-total dans les mines. La France vit au ralenti. Seuls quelques trains circulent sur les grandes lignes et en dépit d'un recrutement d'auxiliaires dans les P.T.T., le courrier est distribué au compte-gouttes.² Le patronat prend des dispositions pour atténuer les effets de la grève : « Les Chambres de commerce ont prévu des transports routiers pour soulager les banques et les organismes de crédit entre autres, menacés d'asphyxie financière et économique faute de liaisons ».³

A Rouen, la direction départementale des P.T.T. appelle la population à remplacer le personnel gréviste : « Comme suite aux annonces faites par la radiodiffusion, toute personne du sexe masculin, désireuse de participer provisoirement à l'exécution du service postal est invitée à se présenter à la direction départementale des P.T.T., 6, boulevard de la Marne, à Rouen, munie de pièces d'identité et de tous documents (certificat d'employeur ou autre), susceptible de justifier une garantie ».⁴ A Epinal, deux cents fonctionnaires de divers services en grève brûlent leurs ordres de réquisition.⁵ La presse locale qualifie le mouvement de grève de « gigantesque protestation populaire » et souligne l'unité d'action des grévistes mise à part la défection des métallos de F.O. qui appellent à la reprise.⁶

Le vocabulaire employé par les médias n'est pas anodin : « [...] de nouvelles corporations ont décidé de se soulever à leur tour, pour défendre leurs droits que menace le train des décrets-lois gouvernementaux ».⁷ Nous sommes ici aux dires de certains journalistes au bord de l'insurrection.⁸

Les syndicalistes postiers s'attendent à un bras de fer avec l'Etat et prennent les mesures qui s'imposent afin d'anti-

ciper d'éventuelles arrestations : « Prennent, enfin, toutes dispositions pour assurer éventuellement le remplacement de ceux de leurs dirigeants qui viendraient à être inquiétés ».⁹ Ils s'appêtent aussi à résister aux manœuvres d'intimidation et aux arrestations de ceux qui appliquent les consignes syndicales.

Marical, secrétaire du syndicat F.O. des métaux du Havre et de la région, satisfait de la grève d'avertissement de 24 heures du jeudi 13 août, appelle l'ensemble des travailleurs de la métallurgie havraise à reprendre le travail le vendredi 14. Il essaie d'entraîner à sa suite les travailleurs de sa corporation en insinuant que ses consignes sont suivies d'effet : « Nous sommes heureux de constater que l'ensemble des travailleurs métallurgistes a répondu en entier à notre appel ».¹⁰ Les faits viendront contredire son optimisme.

L'Union locale F.O. appelle quant à elle ses syndicats à suivre les mots d'ordre confédéraux « dans un esprit de discipline » et « à rester entièrement maître de leur action ».¹¹ Si L. Lhorey insiste sur ces points et se trouve dans l'obligation de faire ce rappel, c'est que la base rechigne à stopper la grève notamment dans la métallurgie. Les engueulades politiques restent souvent limitées entre les délégués C.G.T. et F.O., mais n'intéressent pas la plupart des ouvriers qui les regardent amusés.¹²

Parlant de la grève, Lhorey joue sur deux tableaux. Il invoque pour les syndicalistes combattifs le fait que son organisation syndicale a initié la grève dans les P.T.T. mais pour les conservateurs que F.O. s'est trouvé contraint d'agir : « Croyez bien que c'est avec une certaine amertume que nous nous sommes vus contraints à être les promoteurs de cette action dont nos camarades des P.T.T. ont été les premiers à relever le gant à ce défi aux travailleurs ».¹³ Le conseil intersyndical de la C.F.T.C. havraise reprend l'argumentaire de sa confédération à savoir que toutes les difficultés proviennent du régime politique : « Il estime que seul un changement de politique peut amener une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs et une véritable reprise économique ».¹⁴ En clair c'est aux politiques de prendre le relais et de résoudre les problèmes des salariés.

Les travailleurs du bâtiment rédigent aussi leurs revendications et sont prêts à les défendre dans l'unité et par la grève. Dehays, secrétaire du syndicat havrais, reprend

1 Havre Libre du 14 août 1953

2 MOURIAUX René, Le syndicalisme en France depuis 1945, Paris, La Découverte, 1994, 125 pages

3 Havre Libre du 14 août 1953

4 Havre Libre du 14 août 1953

5 Ibid

6 Ibid

7 Ibid

8 BRESSOL Elyane (dir.), DREYFUS Michel (dir.), HEDDE Joël (dir.), La C.G.T. dans les années 1950, Congrès organisé par le Centre d'histoire sociale du XXème siècle et l'Institut d'histoire sociale CGT-PTT., Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 487 pages

9 Ibid

10 Ibid

11 Ibid

12 Socialisme ou Barbarie, Janvier-Mars 1954, p. 43

13 Havre Libre du 14 août 1953

14 Ibid

à son compte les critiques syndicalistes révolutionnaires d'avant 1914 sur les dépenses militaires et les réactualise en collant au plus près des revendications communistes du moment: « Les dirigeants du Gouvernement de M. Laniel déclarent qu'ils n'ont pas d'argent. Mais personne n'ignore plus maintenant où passent les fonds. En 1947, le budget militaire était de 247 milliards ; en 1953 il est de 1600 milliards ; pratiquons une politique de paix et notre belle France n'aura plus recours aux décrets-lois »¹⁵. Le bâtiment C.F.T.C. se prononce lui pour une grève de 48 heures considérée comme « un arrêt de travail de protestation et d'avertissement ». ¹⁶

Les délégués des hospitaliers F.O., C.G.T. et C.F.T.C., compte tenu des responsabilités du personnel en tant que soignants appellent à « la reprise du travail dans le seul but d'éviter toute gêne et tout retard dans l'application des soins nécessaires aux malades hospitalisés ». Les grévistes veulent aussi se concilier l'appui de l'opinion publique nécessaire pour mener à bien tout conflit du travail.

La presse pense que l'agitation sociale est arrivée à son point culminant pour le week-end du 15 août. Les journalistes constatent le maintien d'une unité syndicale dans le secteur public mais affirment « qu'il n'en est pas de même dans certains domaines du secteur privé ».¹⁷ Au niveau national une certaine confusion règne dans le devenir de l'action revendicative car la C.F.T.C., les syndicats indépendants et autonomes refusent à coopérer aux grèves dans nombre de secteurs.

Le parti socialiste puis le M.R.P. réclament la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives. La S.F.I.O. se prononce pour la « Suppression de toutes les atteintes portées au statut des travailleurs du secteur public et renonciation à toutes sanctions et poursuites ».¹⁸ R. Monguillon, conseiller municipal S.F.I.O. au Havre, joue à son tour du sens de la formule à l'adresse du gouvernement et indique qu'« il faut vouloir terminer une grève », que « les appels pathétiques ne nourrissent pas » et « que le gros patronat comprend le rôle social qu'il devrait assumer ».¹⁹

Autobus-Trolleybus et le secteur du Bâtiment décident à leur tour de la grève illimitée. Les traminots C.G.T. se proposent « de transformer leur mouvement de 48 heures en grève illimitée aux côtés des 4 millions de travailleurs français jusqu'à satisfaction ».²⁰ Les postiers havrais « s'étonnent que l'accès des services soit permis aux jeunes gens du secteur privé qui procèdent à un tri dont l'inefficacité est flagrante et qui prennent connaissance des correspondances à découvert en violation du secret professionnel ».²¹ Le syndicat patronal du Bâtiment du Havre se plaint des atteintes à la liberté du travail dues

aux tentatives de débauchage exercée sur certains chantiers. La presse souligne à nouveau la discipline et l'unité des grévistes dans le secteur public et indique que chez les Métallos et dans le Bâtiment, la grève a été quasi-générale le 14 août au Havre. ²²

Le Comité de liaison de toutes les usines de la métallurgie havraise se félicite qu'au troisième jour de grève 95% des Métallos sont entrés dans l'action « en dépit de manœuvres de divisions ». Il aspire à la généralisation du conflit sur le plan interprofessionnel à court terme : « Demain et dans les jours qui suivront, ces mouvements doivent s'intensifier. La ferme unité des travailleurs métallurgistes doit se renforcer par l'entrée en lutte de masses toujours plus importantes des travailleurs des autres corporations ».²³ L'optimisme est de rigueur à la C.G.T.: « L'immense succès de l'action engagée ouvre des perspectives de victoires prochaines qui imposeront l'augmentation générale des salaires. La réunion de la Commission supérieure des conventions collectives, l'annulation des décrets-lois de misère ». ²⁴

Dans le Bâtiment, le 14 août, les responsables de la C.G.T. recensent 64 entreprises qui ont cessé le travail soit la presque totalité des entreprises. Le secrétaire, Dehays, appelle à intensifier le mouvement et à bloquer toutes les entreprises : « Donc, lundi 17 août, à la première heure, les piquets de grève seront mis en place partout et seront organisés les groupes de cyclistes qui auront à contrôler les chantiers et à défendre leur grève ».²⁵ L'Union des Femmes Françaises (U.F.F.), satellite du Parti communiste, porte une résolution au Sous-Préfet : « L'U.F.F. prie M. le Sous-Préfet de bien vouloir faire savoir à ces messieurs du Gouvernement que si l'Etat a besoin d'argent, il peut en trouver dans les caisses des gros industriels et banquiers, fraudeurs du fisc ». ²⁶

Dans une allocution radiodiffusée du 17 août, J. Laniel, président du Conseil, hausse le ton : « Il n'y aura plus aucuns pourparlers avec ceux qui n'auront pas repris le travail ce matin ».²⁷ Estimant avoir suffisamment discuté avec « les représentants des centrales syndicales libres », il affirme que « ces échanges de vue sont maintenant terminés ».²⁸ C'est faire fi de la représentativité de la C.G.T. dans le monde du travail. Laniel joue aussi sur le côté patriotique des Français en leur demandant s'ils comptent faire perdurer l'aide du plan Marshall : « La France, comme vous le savez, ne peut vivre comme elle vit que grâce à une aide étrangère, notre monnaie serait tombée depuis longtemps si nous ne recevions pas cette aide. Est-ce que vous tenez à ce que cette situation se prolonge indéfiniment ? » ²⁹

22 Ibid

23 Ibid

24 Ibid

25 Ibid

26 Ibid

27 Havre Libre des 17-18 août 1953

28 Havre Libre des 17-18 août 1953

29 Ibid

15 Ibid

16 Ibid

17 Havre Libre des 15-16 août 1953

18 Ibid

19 Havre Libre des 15-16 août 1953

20 Havre Libre des 15-16 août 1953

21 Ibid

François Mauriac caricature Laniel, ce conservateur normand : « Il y a du lingot dans cet homme-là », appelant son pouvoir « la dictature à tête de bœuf ».³⁰

Le 17 août, les 5 000 dockers du Havre observent une grève en signe de solidarité. A l'issue d'un vote, la reprise du travail s'effectue par 1 686 voix pour contre 407. Une réunion des employés et ouvriers du port se déroule aussi et 2 300 travailleurs se déclarent par un vote contre la grève ouverte alors que 600 d'entre eux y sont favorables. Ils appliqueront cependant leur méthode favorite : la grève perlée.³¹

Les dockers charbonniers à direction syndicale communiste décident quant à eux de poursuivre la grève.³²

Les agents des douanes actives proposent comme moyens de grève, la cessation de travail mais aussi la grève du zèle qui consiste à appliquer à la lettre le règlement. Les douaniers considèrent donc les procédés appliqués sur le port comme efficaces.³³

Dans tous les autres secteurs grévistes est actée la poursuite de la grève illimitée « jusqu'à la victoire ». L'action est menée avec pour leitmotiv la détermination et l'unité, gages d'une victoire.

Des défilés sont organisés par le Comité de liaison des usines de la métallurgie et partent des diverses usines : « l'un groupant les métallos de la S.N.C.A.N., Duchesne, T.L.H, C.E.M., Chantiers de Graville, Corderies de la Seine, Mazeline, Fouré-Lagadec, Bichet, Maugars etc... L'autre, groupant les Chargeurs, la S.A.F., Beliard, Cailard, Fonderies de Normandie, Veille etc... ».³⁴ Huit à dix mille métallos se retrouvent ainsi à Franklin où les dirigeants syndicaux leur annoncent une fin de non-recevoir de la part du patronat. Aussi les métallurgistes décident-ils de se rendre, place Jules Ferry, au siège de la Chambre patronale pour exiger une réunion immédiate de la Commission paritaire. Le mot d'ordre des métallurgistes devient « tous unis comme en 1936 et jusqu'à la victoire ». Les revendications s'étoffent par une demande de libération des militants emprisonnés et le paiement des jours de grève.³⁵

La C.F.T.C. locale appelle les métallurgistes à poursuivre la lutte et tente de répondre à ses détracteurs : « Quant aux attaques lancées contre les dirigeants de la C.F.T.C., nos positions prises durant ces derniers jours en auront fait bonne justice ».³⁶ Louis Eudier s'adresse au nom de la C.G.T. métallurgie à la Chambre syndicale des constructeurs-mécaniciens du Havre afin de solliciter une réunion

de Commission paritaire sur un ordre du jour déposé antérieurement à la date du 12 août.

Les cheminots havrais entendent défendre des acquis obtenus de haute lutte par leurs aînés : « Certains de défendre hautement des droits acquis par leurs pères au prix de dures batailles et de lourds sacrifices, qu'un gouvernement inconscient de la misère, veut rayer d'un seul trait de plume ».³⁷

Monsieur Laniel espère trouver une solution au conflit et tente de le désamorcer en négociant avec M. Bouladoux (Président de la C.F.T.C.), Bothereau (Secrétaire général de F.O.) et les dirigeants de la C.G.C. Nous constatons que la C.G.T. n'est pas conviée aux pourparlers entre le gouvernement et les centrales syndicales. Cependant M. Laniel subordonne toute négociation ultérieure à une reprise générale du travail.³⁸

Au Havre, le discours radiodiffusé de M. Laniel n'a aucun impact sur la mobilisation en cours : « Le discours qu'a prononcé lundi soir le président Laniel n'a guère fait évoluer le mouvement des grèves, au Havre du moins ».³⁹

Au contraire le mouvement gréviste s'étend et s'amplifie : « P.T.T, Gaz-Electricité, S.N.C.F, municipaux, traminots, douaniers, ouvriers du bâtiment et du bois, continuent la grève illimitée, bien décidés à ne reprendre leur travail que lorsque le gouvernement se décidera enfin à considérer avec bienveillance et justice, leurs revendications légitimes. Les employés des établissements Multiplex, Devaux, Fréret et Humbert sont, à leur tour, entrés en grève pour une durée illimitée. De même, les employés des magasins Poplin, habillement, ont débuté hier une grève illimitée ».⁴⁰ La grève mord donc sur des secteurs traditionnellement non-grévistes comme les employés. On assiste à un raidissement de la position de plusieurs corporations d'autant que des référendums sont organisés chez les marins et dans les entreprises de produits chimiques pour déterminer leur ligne de conduite face à l'éventualité d'une grève illimitée. Les employés des Tabacs et allumettes sont aussi en grève illimitée ainsi que les métallurgistes qui ont débuté la leur le 12 août et entendent tenir bon⁴¹. Ces derniers précisent qu'ils ne font pas la grève par plaisir : « La grève est pour nous une dure nécessité, elle amène des souffrances, mais elle est notre seule arme contre la rapacité insatiable des patrons »⁴². Ils dénoncent le gouvernement qui exclut la C.G.T. des négociations : « Le gouvernement menace, il refuse de recevoir la C.G.T. afin de diviser le mouvement mais cette tentative se heurte à un bloc, contre lequel en définitive, il se brisera ». M.M. Courant et Voisin reconnaissent que les salaires des métallos sont anormalement bas, l'inspection du travail aussi : « L'Inspecteur du Travail lui-même

30 Le Monde du 10-11 novembre 1974

31 Havre Libre des 17-18 août 1953

32 NOIRIEL Gérard, Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle, Paris, Points, collection Histoire, 2002, 316 pages

33 Havre Libre des 17-18 août 1953

34 Ibid

35 Havre Libre des 17-18 août 1953

36 Ibid

37 Ibid

38 Havre Libre du 19 août 1953

39 Ibid

40 Ibid

41 SIROT Stéphane, La grève en France, Une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle), Paris, Odile Jacob, collection Histoire, 2002, 306 pages

42 Havre Libre du 19 août 1953

le disait à notre camarade Eudier ». ⁴³

Dans le bâtiment, un cahier de revendications est établi par l'intersyndicale C.F.T.C., F.O. et C.G.T. Le mouvement se durcit dans cette corporation qui reproche à la Chambre patronale du Bâtiment et des Travaux Publics de ne plus avoir signé d'accords salariaux depuis le 30 septembre 1951 malgré l'augmentation constante du coût de la vie. La Transat, en raison de la grève des facteurs d'armement, fait appel aux chômeurs du Havre pour effectuer leur travail.

L'arrêt de travail des dockers la journée du lundi 17 août entraîne la suppression de l'escale de deux paquebots hollandais attendus et l'appareillage d'un cargo allemand en direction d'Anvers afin de décharger les 3 000 tonnes de marchandises qu'il ramenait de la C.O.A.

La C.F.T.C. métallurgie du Havre critique l'incompréhension du gouvernement et du patronat à l'égard des grévistes qui luttent pour le « bifteck » et pour que « ça change » : « Non, camarades, ils n'ont pas compris la misère des travailleurs. Que leur faut-il ? Nous le leur ferons savoir en continuant la lutte pour une amélioration de notre pouvoir d'achat ». ⁴⁴ L'Union locale des syndicats C.F.T.C. critique quant à elle « l'attitude gouvernementale intransigeante et antisociale » et fait valoir le projet de réforme de 68 articles ainsi qu'une charte de l'habitat de 90 articles proposés par leur confédération depuis trois ans. ⁴⁵

M. Laniel assimile les insoumis aux ordres de réquisitions à des voyous contrevenants à la loi : « Le gouvernement a décidé que tous les refus de réquisitions entraîneront des mesures administratives contre les délinquants ». ⁴⁶ Pour le gouvernement, les fonctionnaires sont des serviteurs de l'État qui doivent obéir et assurer la continuité du service public. ⁴⁷

Le 19 août, 2 000 ouvriers se mettent en grève chez Renault.

Au Havre, le chiffre des grévistes atteint 25 000 pour la journée du mercredi 19 août. Toutes les corporations sont plus ou moins touchées. Le personnel de l'Huilerie Desmarais se met en grève à son tour à compter du 19 août. Les marins et A.D.S.G. se mettent en grève pour 24 heures, du jeudi 20 août, 7 heures, au vendredi 21 août, 7 heures. Ils prennent acte que les décrets ne seront pas applicables au régime des retraites des marins. ⁴⁸

Le personnel sédentaire de la Transat, après huit jours de grève, exige « la formation d'un gouvernement d'union démocratique ». ⁴⁹ Les revendications politiques commencent à poindre, ce qui permet au gouvernement de relier les grèves au politique. Les postiers havrais dans un ordre du jour « réitèrent aux pouvoirs publics que leur mouvement est purement défensif et revendicatif et que vouloir lui donner un sens politique procède de l'aberration ». ⁵⁰

L'ensemble du personnel municipal condamne l'attitude gouvernementale qui tient la C.G.T. à l'écart des négociations avec le gouvernement. Réuni le 17 août en assemblée générale, il décide d'envoyer une résolution au gouvernement : « les ouvriers et employés municipaux du Havre, groupant des inorganisés et des syndiqués de toutes tendances, protestent contre la décision prise par le Gouvernement de tenir les représentants de la centrale syndicale C.G.T. écartés des conversations ayant lieu entre le gouvernement et les autres centrales syndicales. Ils considèrent que cette mesure relève davantage de l'autocratie que de la démocratie, et qu'en outre rien ne justifie cette attitude. Nos revendications intéressent l'ensemble des travailleurs, il est normal que toutes les centrales syndicales participent à ces discussions ». ⁵¹ Les métallurgistes, gagnés par l'unité, se sentent fort : « De mémoire de militant averti, il n'y a jamais eu un mouvement aussi puissant ». L'unité « est devenue maintenant une idée incrustée dans la tête de chaque métal, une idée devant laquelle les diviseurs sont débordés ». ⁵²

C'est oublier un peu vite la grande grève de la métallurgie d'une durée de 110 jours en 1922 au Havre ⁵³ et dirigée par les syndicalistes révolutionnaires Quesnel et Le Gall. Par contre le communiste Eudier n'oublie pas la nécessaire solidarité pour inscrire une grève dans la durée : « En une journée 109 000 francs, 2 tonnes de pommes de terre ont été collectés ». ⁵⁴

La situation des métallurgistes de la S.N.C.A.N. au Havre est particulière car aux revendications de tous les métaux, s'ajoute pour eux, la sauvegarde de leur emploi car l'entreprise est menacée de fermeture, annonce différée en raison du climat social très tendu dans la localité.

La C.F.T.C. parle d'une poursuite acharnée de la grève engagée contre le gouvernement et le patronat.

Le syndicat patronal havrais du Bâtiment botte en touche et refuse toute discussion à propos des salaires : « Il ne nous est pas possible de discuter sur le plan local cette question, tant que l'application de la loi du 18 août 1952 sur l'échelle mobile n'aura pas eu pour effet d'augmenter le salaire minimum interprofessionnel garanti dans notre

43 Ibid

44 Ibid

45 Ibid

46 Havre Libre du 20 août 1953

47 VITRY Vincent, Les grèves d'août 1953 en Seine-Inférieure : radioscopie d'un mouvement original, Maîtrise, Université de Rouen, sous la direction de Michel Pigenet, 1999

48 Havre Libre du 20 août 1953

49 Havre Libre du 20 août 1953

50 Ibid

51 Ibid

52 Ibid

53 Rannou Patrice, Le Havre 1922, La grande grève de la métallurgie, Editions CNT Paris, 2011

54 Havre Libre du 20 août 1953

région ». Le patronat se retranche derrière les conventions collectives nationales et renvoie dos à dos les organismes syndicaux nationaux et les Fédérations nationales patronales. Les patrons désirent donc la conclusion d'un accord national afin de pouvoir avoir « une base de discussion raisonnable ».⁵⁵ Le Conseil Municipal se réunit en séance extraordinaire afin d'examiner les mesures propres à aider les familles des 25 000 grévistes de l'agglomération. Les vœux émis par le Maire P. Courant et par M. Déchavannes du groupe communiste sont adoptés. Mais ce sont les mesures qui touchent directement les grévistes qui sont les plus importantes, notamment les secours en nature. La mesure principale consiste à ouvrir dans les écoles des cantines scolaires pour les enfants ainsi que des centres de distribution de repas gratuits aux grévistes. En condamnation des peines correctionnelles infligées à des employés des P.T.T. qui ont refusé de répondre à un ordre de réquisition, un vœu tendant au respect du droit de grève et à la relaxe des condamnés est adopté aussi par le Conseil Municipal.⁵⁶

L'annonce d'un second train de décrets spéciaux n'est pas de nature à rassurer les salariés. Pendant ce temps, le gouvernement mobilise l'armée et joue l'intimidation: « Le gouvernement, toutefois, ne mène pas la bataille par l'unique voie des ondes. A toutes fins utiles, des régiments font mouvement vers la région parisienne et des tanks stationnent aux abords de l'Ecole militaire. L'Humanité du 19 s'émeut de la présence, dans les centrales thermiques et gazières, d'un millier de parachutistes « le coupe-coupe dans le dos, la mitraillette au poing, le chargeur prêt à tirer ». Dans l'immédiat, installés aux manettes des usines d'EDF-GDF, affectés dans les centres de tri ou au transport des Parisiens privés de bus et de métro, les soldats remplacent les salariés défaillants ».⁵⁷ Pour les anarchistes, l'utilisation de la force montre la faiblesse et le désappointement du gouvernement: « L'obstination, le refus, l'ultimatum du gouvernement ne font que révéler son manque de connaissance de la puissance ouvrière, de l'ampleur et de la rapidité de ses réactions. Les mesures de force, la mise en place des C.R.S., des gardes, des bataillons de parachutistes et des unités de blindés dans les principaux centres et à Paris en particulier (à l'Hôtel Matignon, la garde républicaine a été remplacée par des bataillons de choc et les casernes de gardes reçurent des éléments blindés), l'utilisation des prisonniers de droit commun et des prostituées comme « jaunes », dénotent la peur, le désarroi profond d'un

55 Havre Libre du 20 août 1953

56 Ibid

57 Pigenet Michel, Les grèves d'août 1953, Le social sans le politique, p. 173

gouvernement dont l'obstination ne peut plus se soutenir qu'en s'appuyant sur la force brutale. »⁵⁸

La pression s'accroît sur le gouvernement d'autant que F.O. et la C.F.T.C. appellent conjointement à un nouveau mouvement de grève de 48 heures dans la métallurgie pour les vendredi 21 et samedi 22 août.⁵⁹ La Commission Exécutive de l'Union des Syndicats Ouvriers du Havre et de la Région réunie le mercredi 19 août réaffirme que le gouvernement porte l'entière responsabilité des grèves et de leur prolongation et s'élève contre les réquisitions illégales et les arrestations arbitraires. Elle invite par ailleurs tous ses adhérents « à être les meilleurs dans l'organisation de l'unité d'action des travailleurs ».⁶⁰

Sur le plan national, le M.R.P. veut à tout prix sortir du conflit. M. André Colin, secrétaire général du M.R.P. et Dumas, député reçoivent MM. Bothereau, Lebourre et Veillon pour F.O. ainsi que Bouladoux et Levard pour la C.F.T.C.⁶¹ Les divers médiateurs trouvent finalement une issue tout en contournant la C.G.T. Le dialogue est renoué: « Robert Lecourt, président du groupe M.R.P., parvient le 20 Août à renouer des négociations entre le secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, July, la direction de la C.F.T.C. et la direction de F.O. Les syndicats obtiennent du gouvernement de sérieuses concessions. Dans les P.T.T. on ne modifiera ni l'avancement, ni le recrutement; l'âge de la retraite restera le même. Aucun auxiliaire ne sera licencié. On crée une prime de sujétion spéciale. Aucune sanction ne sera prise contre les grévistes, hors les cas de sabotage et de violence. Des dispositions analogues sont prévues à la S.N.C.F. »⁶² Le gouvernement qui table sur la fin du conflit des fonctionnaires le plus rapidement possible communique aussitôt: « Dans la nuit du 20 au 21 août, le gouvernement annonce le « succès » des pourparlers. »⁶³

Cependant pour les syndicalistes, pas question d'accords partiels pour une négociation fédération par fédération: « La reprise du travail reste subordonnée à la conclusion d'un accord général qui engloberait toutes les fédérations et qui serait entériné par les confédérations ».⁶⁴

A suivre

58 Le Libertaire du jeudi 27 août 1953

59 Havre Libre du 21 août 1953

60 Ibid

61 Havre Libre du 21 août 1953

62 Lefranc Georges- Le Mouvement syndical- p. 119- - Payot Paris- 311 pages- Imprimerie Bussière à Saint-Amand (Cher)

63 Pigenet Michel, Histoire des mouvements sociaux en France, sous la direction de Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, p.443- La Découverte- 2012

64 Havre Libre du 21 août 1953

Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com